**CONFÉRENCE EBLIDA 2016**

Le 10 mai 2016 se tenait à La Haye la conférence annuelle d’EBLIDA sur le thème : « Empowering Europe ! Librariesopening up new perspectives”, reprenant le thème de l’Union européenne dont les Pays-Bas assurent en ce moment la présidence.

La journée se déroulait à la Bibliothèque nationale des Pays-Bas dont la directrice, Lily Knibbeler, accueillit les participants en leur rappelant que la ville est notamment la capitale mondiale des bibliothèques, un nombre important d’organisations actives dans ce domaine étant basées à La Haye… dont l'IFLA et EBLIDA.

Après quelques mots d'Annette Kelly,la présidente de NAPLE (association internationale qui défend les intérêts des bibliothèques nationales et organise chaque année son colloque au même moment et dans la même ville qu’EBLIDA), c’est **Bert Mulder** qui officia comme modérateur. Professeur à l’université de La Haye dans le domaine de l’information et des technologies, il suit de très près la question de l’innovation en bibliothèque.

La première intervention fut celle de **Dimitri Protopsaltou**, co-fondateur de l’organisation à but non lucratif **Future Library** dont l’objectif est de développer, en Grèce dans un premier temps, un réseau durable de bibliothèques. Lauréate en 2010 du prix de la fondation Bill Gates, l’organisation travaille actuellement sur le projet de la future bibliothèque nationale de Grèce qui ouvrira ses portes en 2017 aux côtés du nouvel opéra national.

Insistant sur la nécessité de dépasser le contexte de la crise grecque, Dimitri Protopsaltou est convaincu que le monde des bibliothèques est en train de changer dans son pays. Il présenta à l’assemblée des vues de la future BN, voulue comme un château de livres recouvert d’une toiture végétale, au cœur d’un immense espace vert à la disposition de la population. Un lieu qui sera également la grande bibliothèque publique d’Athènes, pour plus de 600 millions d’euros d’investissement (avec un partenariat public-privé) afin de changer la perception de la bibliothèque et d’augmenter significativement le nombre de ses usagers.

En 2011, une première étude de faisabilité fut lancée partout en Grèce associant bibliothèques et communautés locales. Si le modèle souhaité de bibliothèque variait suivant les lieux, la priorité de tous restait la même : les services. Future Library développa donc sa réflexion en lançant un groupe de réflexion  dans quatre bibliothèques municipales du nord du pays, sélectionnées pour les services particuliers qu’elles avaient mis en place vers les enfants (rénovation d’espaces, qualification du personnel, développement d’animations spécifiques…) et leur créativité. Parallèlement, l’organisation lançait un programme de formation en leadership à destination des professionnels, avec une forte dominante du management et de l’advocacy. Au-delà des résistances initiales, le programme permit de faire prendre conscience aux bibliothécaires grecs de l’importance de ces aspects du métier.

Future Library lança aussi une campagne de créativité qui réunit 73 bibliothèques en 2012, puis 103 et 140 les années suivantes. Son slogan : chaque bibliothécaire peut être un innovateur. Ont ainsi été distingués des projets de media lab, d’espaces de relaxation et de socialisation, de vulgarisation scientifique… la cible étant pour beaucoup la génération Y qui a tendance, faute d’avenir, à quitter le pays. Des partenariats ont été établis avec d’autres bibliothèques européennes, et l’organisation, qui recherche maintenant des cofinancements, souhaite étendre ses créations de réseaux de professionnels à la région des Balkans, malgré la difficulté de la multiplicité des langues parlées.

Pour Future Library, la nécessité est dans l’investissement dans l’éducation et la culture, pour un meilleur avenir de la population, grâce aux bibliothèques.

En l’absence de l’intervenant prévu ensuite, c’est **IlonaKisch de Public Libraries 2020** qui prit ensuite la parole pour expliquer comment son association tente d’influencer les décisions du Parlement européen en matière de bibliothèques. Pour elle, il est essentiel de s’inscrire dans les priorités et l’agenda politiques, qui sont tournés en 2016 vers l’harmonisation du copyright et le développement des compétences, numériques notamment. Public Libraries 2020 organise ainsi en juin un atelier démontrant le rôle des bibliothèques publiques au XXIe siècle en littératie et accès au numérique, et mettra en valeur en octobre leur importance dans le cadre de la semaine du code, avec une exposition interactive sur les bibliothèques de dix pays européens. IlonaKisch a invité les participants à communiquer les expériences innovantes menées dans leur pays en la matière. L’organisation espère constituer un groupe informel de supporters des bibliothèques au parlement (50 attendus d’ici octobre 2016) afin d’avoir un accès plus direct aux débats, des élus de tous bords spécialement intéressés par des sujets comme le copyright ou la littératie, appartenant de préférence aux commissions culture, juridique ou emploi, provenant de différents secteurs géographiques de l’Europe. Enfin, l’organisation compte constituer un kit d’outils d’advocacy, accessible à tous, avant l’été.

La matinée s’achevait par une table ronde animée par Bert Mulder, réunissant le président d’EBLIDA, **JukkaRelander**, ainsi que les intervenants précédents.

La présidente de NAPLE, après avoir rappelé que les missions et activités des bibliothèques envers la communauté étaient très variées et ne consistaient pas seulement en prêt de documents, a insisté sur la nécessité de poursuivre le travail pour faire augmenter le nombre de leurs usagers. Bert Mulder lança alors un petit sondage à main levée pour savoir quels étaient les pays représentés qui voient la fréquentation des bibliothèques augmenter ou diminuer (le cas le plus fréquent) et ceux où les budgets de ces équipements diminuent ou augmentent (n’étaient guère concernés que le Luxembourg et l’Irlande !).

JukkaRelander et IlonaKisch s’accordèrent à reconnaître que dans la vision de beaucoup de personnes, y compris des politiciens, la bibliothèque est avant tout un lieu de prêt de livres. Comment faire émerger la réalité actuelle tout en se positionnant dans les politiques publiques ? Il est nécessaire de développer des outils d’advocacy, de s’inscrire dans les priorités des élus, comme les bibliothèques irlandaises l’ont fait autour de l’emploi, attirant ainsi l’attention du ministère du travail. La bibliothèque a la chance d’être un lieu où l’on peut inviter les politiciens pour leur faire prendre conscience de son potentiel. Il est également important de montrer aux usagers la face la moins visible de nos équipements, qui est aussi la plus intéressante dans les actions qu’ils mènent. Bert Mulder souligna le besoin de l’usager d’identifier l’agent qui rend le service, alors que beaucoup de nos collègues souhaitent conserver un lien plus anonyme.

La pression des usagers sur les politiciens n’est pas à négliger : JukkaRelander, élu en Finlande par ailleurs, a affirmé qu’il fallait mobiliser les usagers et la presse en les sensibilisant à la cause des bibliothèques, seul moyen de les préserver et de leur obtenir plus de fonds.

Tout cela a ramené le débat sur la définition de ces établissements qui ont énormément changé ces dernières années : leur mission d’accès à la connaissance perdure, mais devient également une mission de création de connaissances et de compétences, elles sont devenues un lieu pour les humains et l’innovation plus que pour les livres, leur identité est multiple. DimitriouProtopsaltou a remarqué quant à lui que les bibliothécaires réagissent assez positivement aux propositions de leur communauté d'utilisateurs, en donnant l’exemple des camps de réfugiés en Grèce, où ce sont les bibliothèques qui ont apporté des solutions positives, avec le soutien de la communauté, contrairement aux politiciens incapables de réagir. Si les bibliothèques manquent de visibilité, le problème vient plus probablement du personnel même, à qui il faut donner le pouvoir d’évoluer.

Bert Mulder eut alors le mot de la fin en constatant l’atout des bibliothèques : ne pas se cantonner à une position de défense mais disposer d’une réelle volonté de transformer et de vitaliser la société.

L’après-midi, trois ateliers se déroulaient simultanément : le premier sur la participation citoyenne en bibliothèque, le second sur l’open access et le troisième sur l’advocacy. Ayant pour ma part participé à ce dernier, intitulé « **l’effet papillon, l’advocacy des bibliothèques des spécificités nationales au niveau global** », voici ce qu’en j’en ai retenu.

Après une présentation rapide de **Jean-Marie Reding**, animateur de l’atelier et trésorier d’EBLIDA, d’un schéma d'analyse des politiques publiques, **MikkelChristoffersen** présenta EReolen, plateforme de livres numériques pour lesbibliothèques duDanemark. Elle fonctionne selon trois modes : une licence donnant droit à un nombre de prêts limité par licence, une copie pour des usages multiples ou un accès illimité. La deuxième option est en premier lieu la plus utilisée, remplacée par la première une fois que la parution devient plus ancienne et que le livre est moins demandé. Parallèlement, les éditeurs avaient lancé leur propre portail, EBIB… qui a périclité ! En effet, l’aspect mise en valeur de l’œuvre, spécialité des bibliothécaires, est primordial, un atout essentiel dans l’environnement digital. Selon lui, il ne faut pas seulement offrir du prêt numérique mais avant tout un environnement littéraire. Il a d’ailleurs constaté que la vente d’ebooks du marché baisse, alors que les consultations des livres numériques issus des fonds publics augmentent.

La présidente de l’association des bibliothécaires de Lettonie, **Kristine Paberza**, présenta ensuite son parcours professionnel et les bibliothèques de son pays qu’elle s’efforce chaque jour de valoriser auprès des pouvoirs publics et de la communauté.

Enfin le directeur d’EBLIDA, **Vincent Bonnet,** présenta l'OMPI (Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle), forum de pays membres organisant des conférences sur le copyright, afin de réfléchir aux traités qui pourraient être ratifiés. Sujet brûlant ces derniers mois au sein de l’Union européenne, entre les propositions de l’eurodéputée Julia Reda et plusieurs campagnes qui ont tenté de bloquer l'évolution du droit international du copyright. Les règlementations diffèrent en effet d'un pays à un autre (exemple du *Petit Prince* de Saint Exupéry qui est toujours protégé par le droit d’auteur en France alors qu’il est tombé dans le domaine public ailleurs). Au lieu d'une harmonisation, la situation actuelle est fragmentée entre différentes législations nationales. EBLIDA se mobilise sur les questions de prêt numérique, d’harmonisation des droits d’auteurs et surtout de protection des exceptions pour les bibliothèques. Sachant qu’un traité nécessite vingt signatures pour être ratifié et applicable dans l’UE, EBLIDA tout comme l’IFLA œuvrent pour l’obtention d’un traité qui reconnaisse des droits identiques aux bibliothèques européennes. Pour cela, ces organisations, qui n’ont qu’un statut d’observateur, organisent des meetings, préparent des positions écrites sur ces sujets, rencontrent les délégués de l'OMPI, mettent en place des évènements avec les bibliothèques pour montrer leurs actions dans différents domaines. Certaines revendications sont déjà en place dans certains pays mais ne sont pas acceptées par d’autres à cause de leurs implications financières ou commerciales. EBLIDA demande un minimum de standards communs car certains pays n’ont même aucune loi sur le copyright. L’association tente de démontrer à l'OMPI que les simples licences ne fonctionnent pas, les bibliothèques n’ayant pas vocation à contractualiser en permanence, ne pouvant pas avoir le contenu dont elles ont besoin et ne parvenant pas non plus préserver les contenus digitaux dans le cadre de leur mission de conservation. De nombreux points sont ainsi discutés (préservation, reproduction, dépôt légal, prêt…). Vincent Bonnet a ainsi souligné la nécessité de porter les revendications au niveau national avant même le niveau international, les négociations européennes dépendant aussi des positions nationales. D’où l’importance de l’advocacy dans chaque pays.

Cette 24ème conférence d’EBLIDA, suivie par une centaine de professionnels de 28 pays européens, s’acheva donc avec le sentiment partagé d’une tâche encore énorme à accomplir.

